

CHAPITRE 3 - La modernisation du Québec et la Révolution tranquille

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Document 1



© Bibliothèque et Archives Canada/PA-115496

Un bataillon canadien en Corée, 16 juillet 1952

Document 3

«Durant la Révolution tranquille, l'économie du Québec fut soumise à des changements fondamentaux. L'expansion de l'après-guerre se prolongea fermement dans toutes les économies capitalistes occidentales jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, permettant aux Québécois de bénéficier d'une prospérité inégalée.»

Source: John A. DICKINSON et Brian YOUNG, Brève histoire socio-économique du Québec, Québec, Les éditions du Septentrion, 2003, p. 344. (Cet extrait a été reproduit aux termes d'une licence accordée par Copibec.)

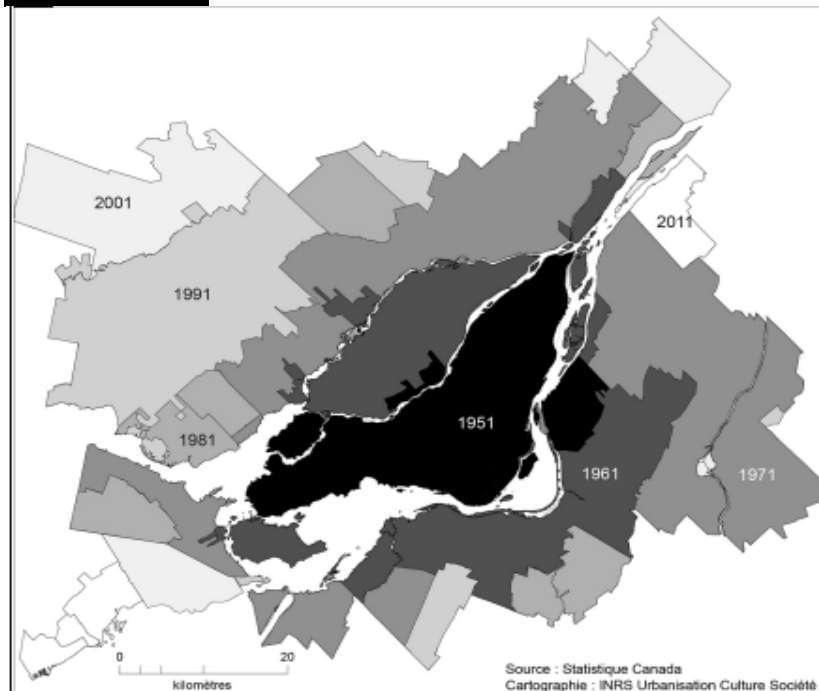
Document 2



Photos aériennes des installations de missiles soviétiques à Cuba.

Source : Encyclopédie canadienne

Document 4



La région métropolitaine de Montréal

Document 5 Cinquantième anniversaire de l'échangeur Turcot
Cinquantième anniversaire de l'échangeur Turcot



Source : Portail Constructo, avril 2017

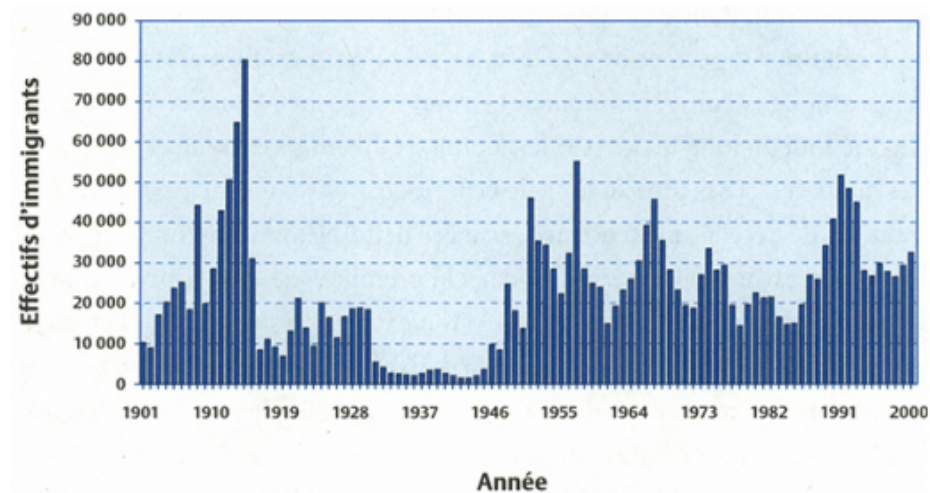
Document 6

Période	Île de Montréal	Couronnes* (nord et sud)
1951-1961	32,30%	113%
1961-1971	12,10%	63,80%
1971-1976	-4,60%	20,10%
1976-1981	-5,80%	14,10%
1981-1986	-0,40%	5,60%

* Terme utilisé pour désigner le développement urbain sur la rive-sud et la rive-nord de Montréal

Source : Yves BUSSIÈRE, « L'automobile et l'expansion des banlieues : le cas de Montréal, 1901-2001 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 18, no 2, 1989, p.162.

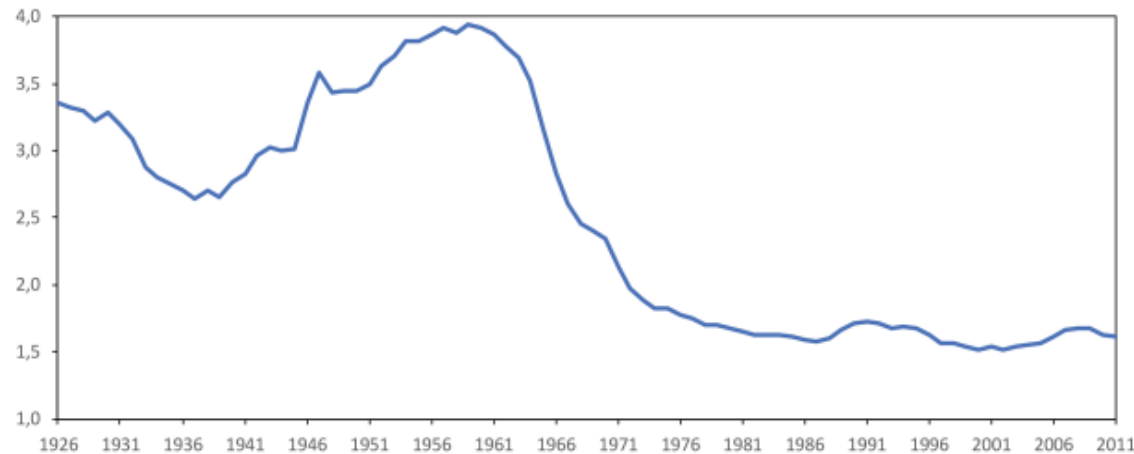
Document 7



Source: Le Bourdais C. et Piché V.. La démographie québécoise, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2019, p.225-263.

Document 8

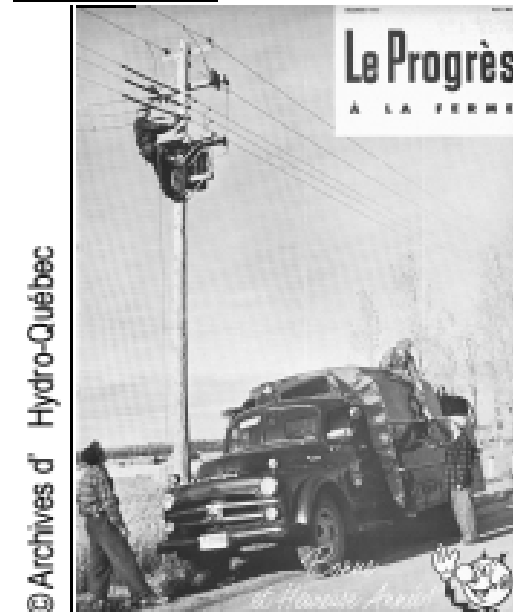
Nombre d'enfants
par femme



L'indice de fécondité au Canada de 1926 à 2011

Source : Statistique Canada.

Document 9



Document 10

«Les investissements étrangers au Canada doublent dans cet intervalle, et la part qui provient des Américains passe de 60 à 76 %. De même, les États-Unis reçoivent près 60 % des exportations canadiennes en 1955, comparativement à 40 % en 1939.»

Source: Jacques Paul COUTURIER, en collab. avec Wendy JOHNSTON et Réjean OUELLETTE, Un passé composé. Le Canada de 1850 à nos jours. Moncton Éditions d'Acadie 2000

Document 11

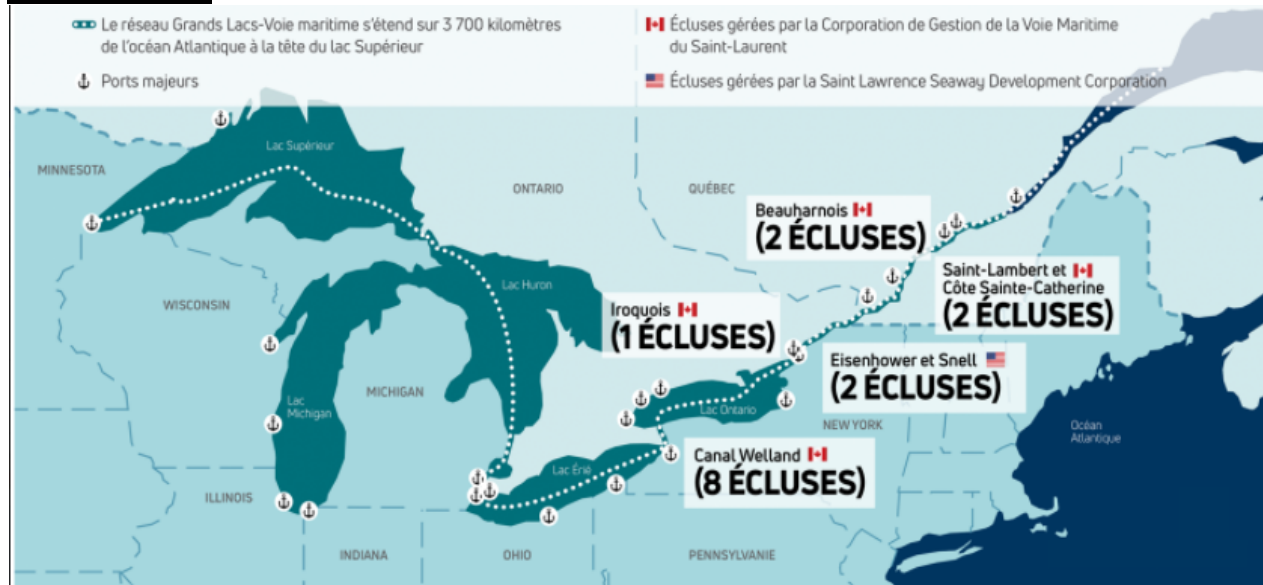
«La modernisation eut d'importantes conséquences sur le financement de l'agriculture. En 1961, une ferme québécoise moyenne représentait un investissement de 18 606 \$ en terres, équipement et bétail. Cette moyenne s'éleva à 35 390 \$ en 1971 et à 197 594 \$ en 1981. Comme les besoins en capitaux augmentaient, de grandes entreprises investirent dans ce secteur, et un nombre croissant de fermiers furent amenés à louer à bail toutes leurs terres ou une partie de celles-ci. [...]

Dans ces conditions, la comptabilité et la mise en marché prirent de plus en plus d'importance. Au même moment, nombre d'agriculteurs se groupèrent en coopératives pour essayer de reprendre le contrôle sur la production, le marché et les prix. Les coopératives prospérèrent mais, en devenant de grandes entreprises, leurs principes démocratiques d'origine furent souvent sacrifiés aux principes de gestion des écoles de commerce.»

Source: John A. DICKINSON et Brian YOUNG, Brève histoire socio-économique du Québec, Québec, Les éditions du Septentrion, 2003, p. 350. (Cet extrait a été reproduit aux termes d'une licence accordée par Copibec.)

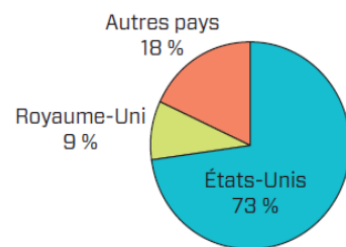
Jours, Montréal, Éditions d'Acadie, 2000, p. 276.

Document 12

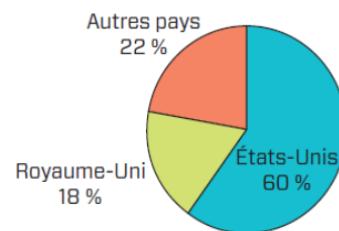


Source : Réseau grands lacs voie maritime du Saint-Laurent, disponible à : <https://grandslacs-voiemaritime.com/fr/la-voie-maritime/>

Document 13



3.24 Importations canadiennes en 1955



3.25 Exportations canadiennes en 1955

Source : Paul-André LINTEAU et autres, *Histoire du Québec contemporain, tome 2 : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p.230. Graphique tiré de : Benoit MALLETTE et Jimmy TROTTIER, *MisÀjour - Histoire*, Éditions Grand Duc, 2017, p.164

Document 14

« Cette conférence de trois jours, tenue à Victoria en 1971, est le point culminant d'une série de négociations constitutionnelles visant à rapatrier la Constitution canadienne. [...] Le Québec souhaite, par ailleurs, faire reconnaître la thèse des deux peuples fondateurs, ce qui est refusé par le gouvernement fédéral. »

Source: Gouvernement du Québec, 2015. *Le Québec au fil du temps*. Secrétariat du Québec aux relations canadiennes. 2015

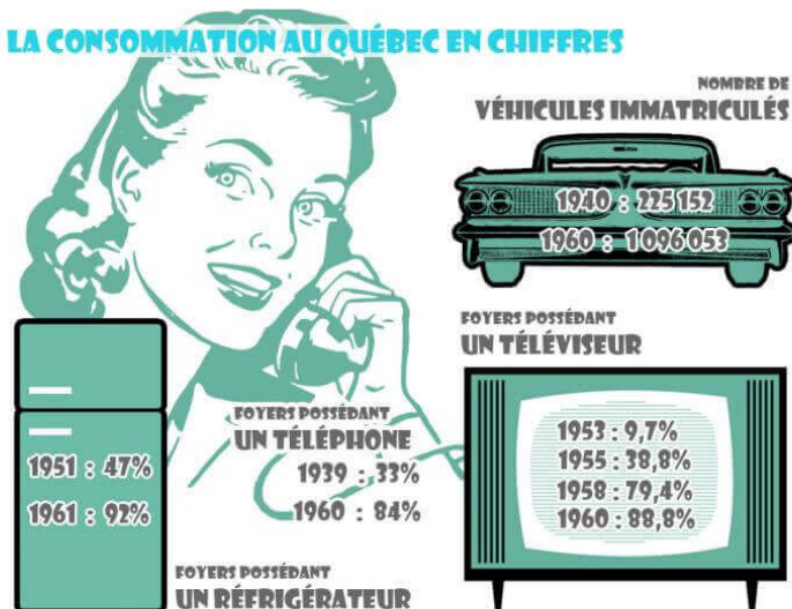
Document 15

« [...] Acheter pour son plaisir ou pour satisfaire un nouveau besoin - ce qui était vu comme une imprévoyance téméraire à l'époque où la très grande majorité des familles étaient occupées à satisfaire leurs besoins de base - s'est peu à peu imposé comme une nouvelle norme de comportement. Et le sentiment de privation chronique des familles ouvrières des villes s'est mué en aspiration à consommer toujours plus. La publicité a joué un rôle déterminant dans ce changement. S'il est difficile de prétendre que la publicité crée des besoins, une chose est cependant certaine : la publicité a légitimé la consommation marchande [...] »

Source: Simon Langlois, « Une mutation radicale : l'avènement de la société de consommation », Cap-aux-diamants, n° 59 (automne 1999), p. 13.

Document 17

LA CONSOMMATION AU QUÉBEC EN CHIFFRES



Source : RÉCIT national, domaine de l'univers social. Licence : Creative Commons (BY-NC-SA), disponible à : <https://documents.recitus.qc.ca/documents/liste/categorie/1945-a-1980>

Document 16

papa a sa Peugeot
maman a ses Peugeot

Batteur CHANTILLY : F 31,90
Supplément pour bi-tension : F 2,50

Moulin à café : de F 21,50 à F 28,90
Supplément pour bi-tension : F 1,50

Robot électro-culinaire PEUGIMIX : F 350
6 appareils adaptables en supplément

Fer à repasser automatique
mono-tension : F 49,90
bi-tension : F 53,80

Brosse-lustruse NORLY : F 42,80
pour meubles, glaces, chaussures, etc.

COMBINE FAMILIAL : F 93
Mache - râpe - emince -
presse les fruits - etc.

Offrez, ou... offrez-vous
des appareils électro-ménagers de qualité

la qualité est une tradition

PEUGEOT
FRÈRES

PEUGEOT, LA QUALITÉ QU'ON NE DISCUTE PAS

Source: Paris Match, no.764, Novembre 1963

Document 18

« Avec la hausse de [leur] niveau de vie [...] les Canadiens se lancent dans la consommation et adoptent l'American way of life. [En l'espace de dix ans] les immatriculations de voitures familiales au Québec augmentent de 287 657 [...] à 820 152 [...]. La musique, les films, le théâtre et les sports proviennent en grande partie des États-Unis. »

Source : John A. DICKINSON et Brian YOUNG, *Diverse Past : A History of Quebec and Canada*, Toronto, Copp Clark Limited, 1995, p. 376 (traduction).

Document 20

« [...] il refuse les subventions fédérales aux universités provinciales pour contrer l'ingérence d'Ottawa dans l'éducation. De plus, il s'oppose à la remise d'allocations familiales provenant du fédéral aux familles québécoises, alléguant que ce secteur devrait être de compétence provinciale. »

Source : Marcel ROY et Dominic ROY, *Je me souviens : histoire du Québec et du Canada*, Ottawa, ERPI, 1995, p. 447.

Document 21

Source : *Le Devoir*, 25 février 1954

Document 19

« [...] [ce gouvernement] met l'accent sur le maintien des valeurs religieuses [...]. Il n'hésite pas à combattre activement, par des mesures judiciaires, policières ou au besoin législatives, les groupes et les individus qu'il perçoit comme subversifs : communistes, témoins de Jéhovah, dirigeants et membres des syndicats, journalistes et intellectuels réformistes. »

Source : Paul-André LINTEAU, René DUROCHER et autres, *Histoire du Québec contemporain : de Québec depuis 1930*, Montréal, Les Éditions Boréal, 1989, p. 362.

Document 22

Dépôt alimentaire durant la grève de l'amiante à Thetford Mines

Source : Photo anonyme (1949). Source : Centre d'archives de la région de Thetford

Document 23

Duplessis leur laisse l'administration du réseau de l'éducation du Québec. Ce groupe a aussi la charge de la plus grande partie du réseau de la santé et des services sociaux.

Source : MEES

Document 24

Les interventions du gouvernement de l'Union nationale contre le mouvement syndical profitent à ce groupe. De plus, le gouvernement leur concède l'exploitation des ressources naturelles dans certaines régions du Québec.

Source : MEES

Document 25

La campagne d'électrification rurale et la création de l'Office du crédit agricole ont été des mesures prises par le gouvernement de Duplessis pour s'assurer de l'appui électoral de ce groupe.

Source : MEES

Document 28

«Avec la Révolution tranquille, le Québec prend un nouveau virage et affirme son identité, tout en se donnant les moyens d'assumer son destin. Ses relations avec la France gagnent en autonomie. [...] Les gouvernements français et québécois signent, au cours des années suivantes, une série d'ententes de coopération

Source: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Relations France-Québec depuis 1760, [En ligne], page consultée le 8 juin 2017.

Document 26

« Ils se battent [...] pour la défense de leur vie et de celle de leurs filles et garçons ouvriers contre une industrie meurtrière. Ils se battent contre des compagnies qui jamais [...] ne sont engagés [...] à la correction du mal abominable qu'elles propagent depuis longtemps1. »

1. Imméritée : injuste

Lionel Groulx, 1949

« Ce ne sont pas les ouvriers qui ne sont pas satisfaits, mais certains chefs ouvriers qui mettent leur intérêt à eux avant celui des ouvriers et qui cherchent à causer du trouble. »

Maurice Duplessis, 1949

Document 27

« [...] les tenants de l'agriculturisme continuent de valoriser la vie rurale. Ils considèrent que la campagne constitue le milieu le plus propice à la conservation des valeurs traditionnelles [...]»

Source : Marcel ROY et Dominic ROY, Je me souviens : histoire du Québec et du Canada, Ottawa, ERPI, 1995, p. 435.

Document 29**Adoption de la loi 101**

« L'enseignement se donne en français dans les classes maternelles, dans les écoles primaires et secondaires, sous réserve des exceptions prévues au présent chapitre. [...] Par dérogation de l'article 72, peuvent recevoir l'enseignement en anglais, à la demande de leur père et de leur mère [...], les enfants dont le père ou la mère a reçu un enseignement primaire en anglais au Québec [...]. »

Source: Marcel ROY et Dominic ROY, Je me souviens : histoire du Québec et du Canada, Ottawa, ERPI, 1995, p. 496.

Document 30

La première victoire électorale du Parti Québécois



Source: <http://i.huffpost.com/gen/889407/images/o-LEVESQUE-ELECTION-1976-facebook.jpg>

Document 33

« [...] la Charte de la langue française, ou Loi 101, fait du français non seulement la seule langue officielle du Québec, mais aussi le seul visible, sur les formulaires du gouvernement aussi bien que sur les affiches et les menus des restaurants. »

Source: Craig BROWN (dir.), Histoire générale du Canada, Montréal, Les Éditions du Boréal, 1988, p. 656.

Document 35

« Il est suivi par la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques [...], par la Loi d'aide à la santé en 1965 qui prévoit des subventions pour le développement des établissements de formation professionnelle, par le Régime d'assistance publique du Canada en 1966 qui assure, entre autres, le partage du coût des soins médicaux et de l'assistance sociale aux indigents et, enfin, en 1968, par la Loi sur les soins médicaux. »

Source: George DESROSIERS, « Le système de santé au Québec bilan historique et perspective d'avenir: conférence inaugurale du 51e congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, octobre 1998 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 53, no 1, 1999, p. 8-9.

Document 31

« C'est l'histoire de dix années de violence politique qui ont fait du Québec l'un des points chauds de l'Amérique du Nord. Dix années dont le [sommet] a été le double kidnapping et l'exécution d'un des otages du F.L.Q. lors de la crise d'Octobre. »

Source: Louis FOURNIER, F.L.Q. : histoire d'un mouvement clandestin, Montréal, Québec Amérique, 1982, quatrième de couverture.

Document 32

« [...] le projet de loi 22 faisait du français la langue officielle au Québec [...], les anglophones y voyaient une atteinte à leurs droits, alors que de nombreux francophones soutenaient que cette loi ne protégeait pas vraiment la langue française. »

Source: Jean-François CARDIN et autres, Le Québec : héritages et projets, Laval, HRW, 1994, p. 440.

Document 34

« Le rapport Parent propose en outre de remplacer les commissions scolaires catholiques et protestantes par des commissions scolaires uniques. Celles-ci prendraient en charge toutes les écoles, françaises, anglaises, catholiques, protestantes, non confessionnelles. Cette recommandation se heurte à l'opposition ferme des protestants et des milieux catholiques conservateurs, qui tiennent aux droits et privilèges confessionnels garantis constitutionnellement en 1867. »

Source: Jean-Pierre PROULX, « De la confessionnalisation à la laïcité scolaire – il est un débat séculaire qui dure et perdure... », *Le Devoir*, 25 septembre 2010, [En ligne], page consultée le 8 juin 2017.

octobre 1998», Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 53, no 1, 1999, p. 8-9.

Document 36

«De son passé, elle conserve une forte implantation dans le réseau des affaires sociales, en particulier dans le secteur hospitalier et elle devient la principale bénéficiaire de la syndicalisation massive des secteurs public et parapublic, ce qui lui permet de doubler ses effectifs entre 1960 et 1966. La composition de son membership s'en trouve profondément modifiée: tandis qu'en 1960 le secteur privé représente près des trois quarts des effectifs, il devient minoritaire six ans plus tard.»

Source: Paul-André LINTEAU et autres, Histoire du Québec contemporain: tome II: Le Québec depuis 1930, Montréal, les éditions du Boréal, 1989, p. 571.

Document 39



Source: Parti libéral du Québec

Document 37

1962	Société générale de financement
1964	Sidérurgie d'État du Québec
1965	Caisse de dépôt et placement du Québec
1965	Société québécoise de l'exploration minière

Document 38

Un extrait du manifeste du Parti libéral du Québec

«À la suite d'études sérieuses, l'unification des réseaux d'électricité — clé de l'industrialisation de toutes les régions du Québec — s'impose comme condition première de notre libération économique et d'une politique dynamique de plein emploi. Cette importante étape exige la nationalisation de onze compagnies de production et de distribution d'électricité [...].»

Source: Manifeste du Parti libéral du Québec, 1962.

Document 40

« [...] les concessions accordées à des financiers américains, en Ungava, étaient probablement la meilleure chose qui avait pu arriver au Québec. [...] ouverture d'une route ferroviaire, en pleine forêt; exploitation des mines de titane de Havre St-Pierre; construction d'un port à Sept-Îles; travail assuré pour des milliers de personnes.

Maurice Duplessis, 1951

Source: « M. Duplessis maintient qu'en définitive le fer de l'Ungava rapportera plus de cent la tonne », Le Devoir, (29 août 1951).

« L'électricité, c'est la clef de l'économie moderne. Nous voulons en faire la clef de voûte d'un régime de vie où enfin, après tant de générations, nous serons maîtres chez nous! [...] L'époque du colonialisme est révolue. Nous marchons vers la libération. C'est maintenant ou jamais. Soyons maîtres chez nous ! »

Jean Lesage, 1962

Source: Jacques LACOURSIÈRE, Histoire populaire du Québec, 1960 à 1970, Sillery, Septentrion, 2008, tome 5, p. 70.

Document 41

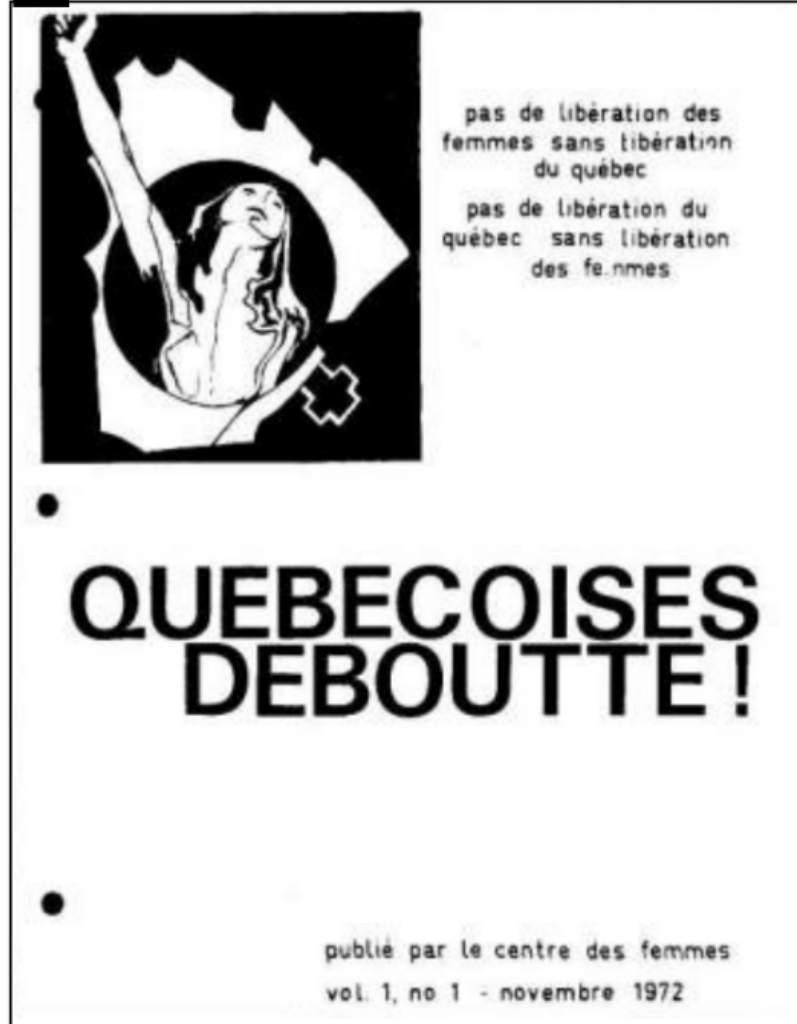
«Lesage prit en main la direction du Parti libéral du Québec avec la volonté manifeste de moderniser et de rationaliser l'appareil gouvernemental québécois de mettre en place les instruments utiles au développement collectif du Québec. Formé aux structures et au mode de fonctionnement de l'administration fédérale de type anglo-saxon (ce qui n'est pas péjoratif), et animé par les théories keynésiennes en honneur dans les années 1940 et 1950 [...]»

Source: Paul GÉRIN-LAJOIE, cité dans Robert COMEAU (dir.) et autres, Jean Lesage et l'éveil d'une nation: les débuts de la Révolution tranquille, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, p. 17.

Document 43

«[...] les femmes qui sont sur le marché du travail ont tendance à y rester, même lorsqu'elles sont mariées et qu'elles ont des enfants. Alors que, en 1967, 30 % de celles qui ont des enfants de moins de trois ans ont un emploi, en 1987, c'est le cas de plus de la moitié des mères de très jeunes enfants (57,2 %). [...] le taux d'activité des femmes mariées est passé de 22,1 % en 1961 à 54,3 % en 1987 et les femmes qui ont entre vingt-cinq et quarante-quatre ans ont vu leur participation passer de 20 % à 70 % entre 1951 et 1987.»

Source: Paul GÉRIN-LAJOIE, cité dans Robert COMEAU (dir.) et autres, Jean Lesage et l'éveil d'une nation: les débuts de la Révolution tranquille, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, p. 17.

Document 42

Source: Les éditions du remue-ménage

Document 44

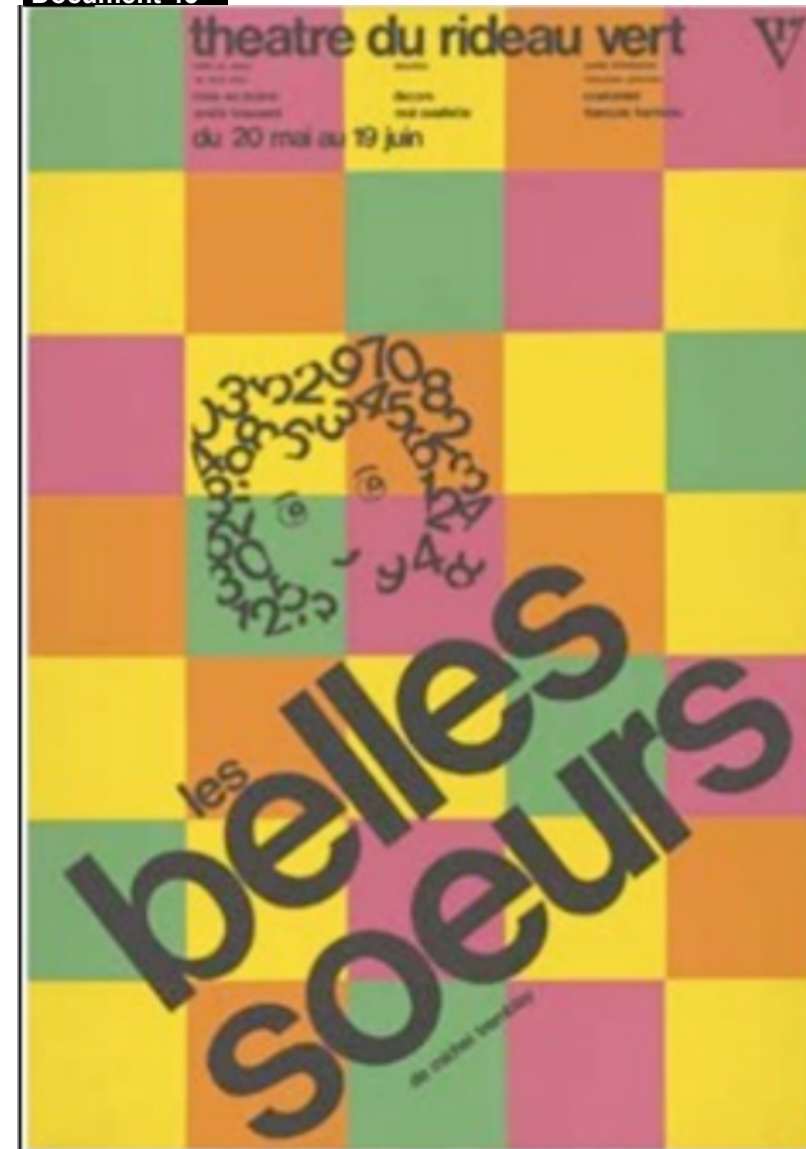
«L'offre télévisuelle québécoise augmente avec l'arrivée de deux nouvelles chaînes: Télé-Métropole (TVA) en 1960 et Radio-Québec en 1968. Une production locale très diversifiée permet aux Québécois de se reconnaître de plus en plus dans leur télévision. On y diffuse autant de la comédie à succès, comme Cré Basile avec Olivier Guimond ou Moi et l'autre avec Dominique Michel et Denise Filiatrault, que des téléthéâtres, des dramatiques et des émissions jeunesse.»

Source: Benoit MALLETTE et Jimmy TROTTIER, MisàJour Histoire (Cahier d'apprentissage), Laval, Éditions Grand Duc, 2017, p. 198.

Document 46

«[...] des chanteurs ou des groupes qui s'inspirent, ou très souvent traduisent, de grands succès américains [...]. Après leur passage à l'émission Jeunesse d'aujourd'hui, leur succès est instantané. Snobés par certains intellectuels, les Pierre Lalonde et Michèle Richard ou, encore, des groupes comme les Baronets ou les Classels sont de grandes vedettes.»

Source: Benoit MALLETTE et Jimmy TROTTIER, MisàJour Histoire (Cahier d'apprentissage), Laval, Éditions Grand Duc, 2017, p. 199.

Document 45

Source: Bibliothèque et Archives nationales du Québec/4634107

Document 47

La convention de la Baie James et du nord québécois

La convention de la Baie-James et du nord du Québec a été signée en 1975 suite à plusieurs revendications des Cris. En effet, le gouvernement québécois avait entrepris la construction d'importantes centrales hydroélectriques sur leur territoire, sans leur consentement. L'entente comprend les éléments suivants:

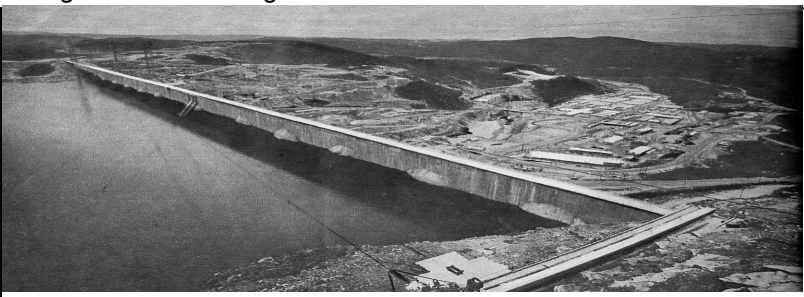
- la création d'institutions comme des écoles, des centres de santé, des services de police et d'incendie et un service de voirie;
- un support financier du gouvernement du Québec à la communauté crie;
- la délimitation de territoires où les Cris détiennent des droits ancestraux de chasse, de pêche et de piégeage exclusifs;
- l'instauration d'un régime de sécurité du revenu pour les chasseurs, pêcheurs et trappeurs cris.

Aussi connue sous le nom de LG-2, la centrale Robert Bourassa (sur l'image) est située sur la rivière La Grande.

Source: Service national du RÉCIT, domaine de l'univers social.

Document 48

Inauguration du barrage de la Baie-James en 1979



Source : Le Devoir, 27 octobre 1979, p.1,6.

Document 51

«L'adoption de la Loi 54 annonce l'entrée en vigueur du nouveau Code du travail le 1er septembre 1964. Ce dernier regroupe en une seule les lois concernant les conflits de travail et leur règlement. [...] La mise en application du Code du travail constitue une extension du régime de la convention collective, qui facilite les règles de négociation, de grève et de conciliation. Le droit de grève est accordé aux employés des hôpitaux, des commissions scolaires et des municipalités, puis, l'année suivante, aux enseignants et aux fonctionnaires.»

Source: Gouvernement du Québec, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, «Entrée en vigueur du Code du travail le 1er septembre 1964», Capsules historiques, [En ligne], page consultée le 8 juin 2017.

Document 49

Année	Nombre de grèves et de <i>lockouts</i>
1947	51
1952	40
1957	40
1960	38
1965	98
1970	126
1975	362

Hébert, G. (2015). Grèves et lock-out. Dans l'Encyclopédie Canadienne. Repéré à <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/greves-et-lock-out>

Document 50

«[Les événements de] 1972 et 1975-1976 regroupèrent tous les syndiqués du secteur public. [Le] Front commun de 1972 se termina par des injonctions gouvernementales, par une loi spéciale et par l'emprisonnement des leaders syndicaux: Marcel Pélipin, Louis Laberge et Yvon Charbonneau.»

Source: Année: 1968. © Antoine Desilets Auteur: Antoine Desilets. Commanditaire: Le Magazine La Presse. Référence: Archives nationales du Québec, à Montréal Fonds Antoine Desilets cote: p697